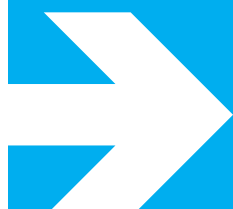


5

INSCRIRE
LES POLITIQUES
PUBLIQUES
DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE
ET SOLIDAIRE
DANS LA DURÉE



5 – Inscrire les politiques publiques de l'Économie sociale et solidaire dans la durée

Inscrire les politiques publiques de l'Économie sociale et solidaire dans la durée, c'est aider les acteurs à s'organiser et construire des instances de concertation qui soient représentatives du secteur dans toute sa diversité et qui reconnaissent son rôle dans les territoires.

C'est faire de ces instances les lieux privilégiés du dialogue du secteur avec les pouvoirs publics, dans une démarche de co-construction des politiques mises en œuvre en faveur de l'ESS.

C'est pourquoi, la loi institue un Conseil supérieur de l'ESS (CSESS), et consacre son rôle d'impulsion, de proposition et de suivi des évolutions du secteur. Il sera notamment consulté sur tous les projets de réglementation communs au secteur. La loi consacre aussi le rôle des Chambres régionales de l'ESS (CRESS) comme instances représentatives de l'ESS en régions, et renforce leurs compétences en les harmonisant. Leur mission est reconnue d'utilité publique.

Benoît Hamon,

ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire
et à la Consommation





Renforcer les missions du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (CSESS) pour construire une politique partenariale associant les acteurs

Le CSESS, qu'est-ce que c'est ?

Le Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (CSESS) est une instance de dialogue qui regroupe l'ensemble des acteurs de l'ESS : représentants des organismes de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, entreprises, syndicats, acteurs territoriaux...) et élus, aussi bien locaux que nationaux.

gatoire. Il aura la charge de l'évaluation des politiques de l'ESS du niveau territorial au niveau européen. Il devra fixer l'évaluation des objectifs de la déclaration des principes des entreprises de l'ESS, ainsi que de l'organisation d'une conférence triennale regroupant tous les acteurs du secteur.

→ LA SITUATION ACTUELLE

Le CSESS est chargé d'assurer la concertation entre les pouvoirs publics et les différents champs de l'Économie sociale et solidaire. Il étudie et suit l'ensemble des questions du secteur et en est force de proposition.

Mais ses compétences actuelles sont étroites.

→ LA MESURE

Cette mesure va renforcer le poids du CSESS pour favoriser l'association des acteurs.

Le projet de loi va consacrer, élargir et renforcer l'existence et les missions du CSESS pour en faire un véritable forum permanent de l'Économie sociale et solidaire. Sa consultation sur tout projet de dispositions législatives et réglementaires communes à l'ESS deviendra obli-

→ LES LIMITES ACTUELLES

Le rôle actuel du CSESS n'est aujourd'hui pas à la hauteur des enjeux du secteur : ses missions et ses moyens doivent accompagner la trajectoire de croissance de l'Économie sociale et solidaire.

Le caractère optionnel de sa consultation sur les projets de textes législatifs ou réglementaires touchant à l'ESS a entraîné l'adoption de dispositions pro-

5 – Inscrire les politiques publiques de l'Économie sociale et solidaire dans la durée

voquant des incohérences vis-à-vis de la spécificité du secteur.

Sa mission d'expertise en termes d'évaluation des politiques publiques européennes, nationales et territoriales concernant l'Économie sociale et solidaire est insuffisamment actionnée.

La concertation des acteurs est souvent restée bilatérale, sans permettre d'évoquer les enjeux stratégiques de façon élargie et régulière.

→ CE QUE LA LOI VA CHANGER

Le projet de loi va mettre le CSESS en phase avec la trajectoire de croissance du secteur.

- Le projet de loi vise à donner au CSESS les moyens d'assumer pleinement son rôle d'impulsion, d'accompagnement et de suivi du secteur.
- La consultation du CSESS sur les projets de textes législatifs et réglementaires prévoyant des dispositions communes à l'ESS deviendra obligatoire. Ainsi, les acteurs pourront s'exprimer directement grâce à une voix claire, audible et reconnue sur les propositions des pouvoirs publics. Ceci permettra non seulement de s'assurer de la pertinence et de la cohérence des projets politiques portés, mais également de garantir le caractère collaboratif du travail entre élus et acteurs.
- L'organisation tous les trois ans d'une conférence nationale permettra au gouvernement de rendre compte de la mise en œuvre de ses orientations

stratégiques et de leurs résultats, et de recueillir l'avis de l'ensemble des acteurs sur celles-ci. Cette conférence sera également un moment privilégié pour améliorer l'articulation entre les orientations nationales et les politiques territoriales.

- La mission d'évaluation des politiques publiques européennes, nationales et territoriales concernant l'Économie sociale et solidaire dotera le secteur d'un outil d'expertise important qui garantira l'amélioration continue de ces politiques et la garantie de la justesse des orientations choisies.
- La responsabilité de la rédaction et de l'évaluation des objectifs de la déclaration de principes garantira que cette dernière colle au plus près des réalités et des exigences du secteur de l'Économie sociale et solidaire.



Structurer le réseau des Chambres régionales de l'Économie sociale et solidaire (CRESS) pour assurer la coordination territoriale de l'ESS

Les CRESS, qu'est-ce que c'est ?

Les Chambres régionales de l'Économie sociale et solidaire (CRESS) sont des structures au statut associatif qui réunissent au niveau régional des fédérations ou des réseaux locaux et, au-delà, des entreprises de l'Économie sociale et solidaire.

→ LA MESURE

L'objectif est de structurer le réseau des CRESS afin d'assurer la coordination territoriale de l'ESS.

Le projet de loi veut favoriser une plus grande structuration des CRESS pour garantir une meilleure synergie des acteurs territoriaux de l'Économie sociale et solidaire. Il en précise et augmente les missions et propose de les regrouper au sein d'un Conseil national pour les coordonner, et faciliter ainsi leur finan-

cement via la reconnaissance d'utilité publique.

→ LA SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui, vingt-six CRESS couvrent la quasi-totalité du territoire de la métropole et des départements d'outre mer. Elles sont composées de dirigeants de structures de l'Économie sociale et solidaire et disposent d'un budget agrégé de 2,4 millions d'euros.

→ LES LIMITES ACTUELLES

Le réseau est développé de manière inégale.

Les CRESS ont constitué une réponse à l'absence d'organisme consulaire pour l'Économie sociale et solidaire. Malheureusement, elles présentent une forte hétérogénéité dans leur organisation, les missions qu'elles assument, les moyens dont elles disposent et leur déploiement sur le territoire demeure fragile. En effet, sans orientation commune, elles laissent seuls les acteurs et les collectivités des territoires face à leur organisation. Ceci nuit à l'efficacité du réseau, à la coordination des politiques territoriales de l'ESS et provoque des inégalités entre les régions.

5 – Inscrire les politiques publiques de l'Économie sociale et solidaire dans la durée

➔ CE QUE LA LOI VA CHANGER

Le projet de loi va donner aux CRESS les moyens de jouer pleinement leur rôle de représentation régionale. Il fixe un cadre commun pour permettre aux CRESS de s'organiser, de se coordonner et de se financer, contribuant ainsi au développement économique du secteur et à l'égalité entre les territoires.

- Les missions des CRESS seront mises à plat dans une convention signée avec le représentant de l'Etat dans chaque région. Chaque CRESS devra remplir a minima les missions suivantes : la représentation des entreprises de l'Économie sociale et solidaire auprès des pouvoirs publics, la promotion de l'ESS, le suivi documentaire du secteur, l'appui à la création et au développement des entreprises, la préparation d'une conférence régionale tous les deux ans, et l'appui à la formation des dirigeants et des salariés de l'Économie sociale et solidaire. Ainsi, le projet de loi assure que partout en France, ces missions seront remplies et que le secteur ne souffrira pas de lacunes à ces égards.
- L'organisation d'une conférence régionale de l'Économie sociale et solidaire rassemblera les membres de la CRESS, des représentants de la région, des départements et des autres collectivités territoriales ainsi que des représentants des organismes représentatifs de salariés. Elle permettra de préparer la conférence nationale du CSESS, de relayer dans les territoires les orientations dans le cadre

de cette dernière et de coordonner les politiques de l'ESS sur le territoire.

- Le regroupement des CRESS au sein du Conseil national des CRESS (CNCRESS) permettra de leur donner un cadre national, assurant coordination, cohérence et mise en commun des expériences. Les missions du CNCRESS telles que fixées par le projet de loi sont l'animation et la représentation du réseau des CRESS, la mise en commun des ressources documentaires et la centralisation des données dont disposent les CRESS.
- La reconnaissance d'utilité publique des CRESS et du CNCRESS leur permettra de bénéficier notamment des avantages fiscaux afférés à cette capacité juridique, permettra de faciliter la levée de fonds pour leur financement et le développement de leur activité.

